

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
38e séance
tenue le
vendredi 16 novembre 1990
à 10 h 30
New York

PROCES-VERBAL DE LA 38e SEANCE

Président : M. RANA (Népal)

SOMMAIRE

Examen des projets de résolution sur les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et décisions à leur sujet (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/45/PV.38
27 novembre 1990

La séance est ouverte à 11 h 10.

POINTS 45 A 66 ET 155 DE L'ORDRE DU JOUR (*suite*)

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION SUR LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU
DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ce matin, la Commission va tout d'abord se prononcer sur les projets de résolution A/C.1/45/L.5 et L.35, du groupe 5, et sur les projets de résolution A/C.1/45/L.39 A et B et L.45/Rev.1, du groupe 7. Ensuite, la Commission se prononcera sur les projets de résolution A/C.1/45/L.30, L.31 et L.41, du groupe 11. Puis la Commission prendra une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.12/Rev.1, du groupe 12. Après s'être prononcée sur ces projets de résolution, la Commission prendra une décision sur les projets de résolution du groupe 13 : A/C.1/45/L.10, L. 49 et L.53/Rev.1.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Je dois annoncer à la Commission que le Panama s'est porté coauteur du projet de résolution A/C.1/45/L.5.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant la prise de décisions sur les projets de résolution que je viens d'énumérer, je vais donner la parole aux délégations qui souhaitent présenter des projets de résolution.

M. MARIN BOSH (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : Le point de l'ordre du jour intitulé "Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales" a été l'objet de plus de résolutions de l'Assemblée générale que tout autre, à l'exception déplorable de la question de l'apartheid. C'est une question que la communauté internationale a définie et à laquelle elle a accordé un niveau élevé de priorité il y a plus de 30 ans déjà. La résistance obstinée de certains a empêché la cessation des explosions nucléaires expérimentales, qui serait d'une importance fondamentale si l'on veut parvenir à arrêter la course aux armements nucléaires. La vaste majorité des Etats doit continuer tant à l'Assemblée générale qu'à la Conférence du désarmement de prôner l'adoption rapide d'une telle mesure et d'explorer d'autres débouchés pour la coopération multilatérale, comme les procédures d'amendement prévues dans le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires. Nous devons continuer à lutter avec l'enthousiasme et la persévérance qu'ont montrés, il y a plus d'un siècle, les abolitionnistes du monde entier dans la lutte contre l'esclavage.

M. Marin Bosh (Mexique)

Dans le cadre du point 46 de l'ordre du jour, "Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales", j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.30, dont les auteurs sont les délégations des pays suivants : Afghanistan, Bolivie, Costa Rica, Equateur, Ghana, Indonésie, Irlande, Myanmar, Pérou, Sri Lanka, Suède, Venezuela, Yougoslavie et Mexique. Le texte du projet de résolution est essentiellement le même que celui de la résolution 44/105 de l'année dernière. Il y est fait référence dans le préambule à la priorité accordée à cette question, que l'Assemblée générale examine depuis plus de 30 ans et sur laquelle elle a déjà adopté plus de 70 résolutions. A cet égard, je voudrais modifier oralement le deuxième alinéa du préambule, où "50" doit être remplacé par "70".

Le préambule rappelle également les engagements pris par les trois dépositions du Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, ainsi que la déclaration faite à ce sujet par le Secrétaire général en 1984, celle des dirigeants des Etats participant à l'Initiative des six nations et le document adopté en 1989 par le sommet des pays non alignés.

Il est pris note avec satisfaction à l'avant-dernier alinéa du préambule des progrès réalisés par le Groupe spécial d'experts en sismologie et, au dernier alinéa, de la constitution d'un comité spécial chargé de la question de l'interdiction des essais nucléaires par la Conférence du désarmement à sa session de l'été 1990.

Aux termes du dispositif du projet de résolution A/C.1/45/L.30, l'Assemblée générale se déclarerait

"de nouveau très préoccupée de constater que les essais d'armes nucléaires se poursuivent sans frein, contre le voeu de l'écrasante majorité des Etats Membres",

et réaffirmerait sa conviction que

"la conclusion d'un traité ayant pour objet d'interdire à tout jamais et pour tous les Etats toutes les explosions nucléaires expérimentales revêt la plus haute priorité",

et

"qu'un tel traité constituerait une contribution de la plus haute importance à la cessation de la course aux armements nucléaires."

Selon le paragraphe 4, l'Assemblée prierait

M. Marin Bosh (Mexique)

"une fois de plus instamment tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier les trois puissances dépositaires du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de chercher à assurer à une date rapprochée et à tout jamais l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et d'accélérer les négociations à cette fin."

Cela implique la négociation d'un traité à la Conférence du désarmement et les modalités de cette négociation sont indiquées aux paragraphes 5 et 6.

M. Marin Bosch (Mexique)

Ses auteurs espèrent que le projet de résolution A/C.1/45/L.30 bénéficiera d'un ferme soutien de la majorité écrasante des Etats Membres des Nations Unies. Le texte a été distribué le 31 octobre, il y a plus de 15 jours, mais avant même qu'il le soit, nous avons entamé des consultations avec les délégations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les principaux auteurs de l'autre projet de résolution sur ce sujet, présenté sous la côte A/C.1/45/L.41. Hier, nous pensions être arrivés à un accord sur un texte unique et nous souhaitons exprimer notre reconnaissance à ces deux délégations, et en particulier à M. Morris de l'Australie, ainsi qu'aux autres délégations qui parrainent traditionnellement l'autre projet de résolution sur ce point de l'ordre du jour; ce projet de résolution bénéficiera cette année encore du soutien total du Mexique.

J'ai dit que nous pensions être parvenus à un accord sur un texte unique. Or, il y a quelques heures seulement, nous avons appris qu'un petit groupe de pays avait rejeté ce qui avait été négocié et décidé par un grand nombre de pays. Nous le regrettons, entre autre parce qu'une telle attitude va à l'encontre de l'esprit qui devrait présider aux travaux de la Commission et aux consultations.

M. MORRIS (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je souhaite présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.41, intitulé "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires". Les auteurs du projet de résolution sont les suivants : Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Brunéi Darussalam, Cameroun, Canada, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Fiji, Finlande, Islande, Irlande, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Singapour, Iles Salomon, Suède, Thaïlande, Vanuatu et Zaïre.

Le projet de résolution sur ce sujet dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été en alternance les principaux auteurs, fait appel au large soutien de la communauté internationale. En fait, il a été appuyé, l'an dernier, par la majorité écrasante des Etats Membres, avec seulement deux votes négatifs et six abstentions. Les auteurs espèrent qu'il recevra à nouveau le même appui.

L'objectif essentiel du projet de résolution est d'encourager et de diriger les travaux relatifs à une interdiction complète des essais à la Conférence du désarmement, la seule instance de négociations multilatérales en matière de désarmement, où la question de l'interdiction des essais constitue le premier point à l'ordre du jour. Cette année, la Conférence a reconstitué, à la fin de sa

M. Morris (Australie)

session, un comité spécial chargé de se concentrer sur les questions concrètes et interdépendantes de l'interdiction des essais, y compris la structure et la portée ainsi que la vérification et le respect de l'application. Cependant, faute de temps, il n'a pas été possible d'aller très loin dans cet examen. C'est pourquoi, dans le paragraphe 2 du dispositif, l'Assemblée générale prie instamment la Conférence du désarmement de reconstituer le comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires au début de la session de 1991, de manière à poursuivre les travaux entrepris.

Le travail minutieux du Groupe spécial d'experts scientifiques qui, s'agissant de la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, contribuera sensiblement à assurer la vérification d'un traité de ce genre, est souligné et encouragé au paragraphe 3. Ces travaux, ainsi que ceux qui sont soulignés au paragraphe 2 que je viens de mentionner, constituent la voie la plus concrète et la plus viable dont on dispose actuellement pour procéder à la préparation multilatérale d'une interdiction des essais nucléaires.

Quelques éléments nouveaux figurent dans le projet de résolution, cette année. Pour répondre à de nombreuses préoccupations fondées sur les menaces réelles et potentielles que font peser les essais nucléaires sur l'environnement, nous avons évoqué ces préoccupations. Nous avons également évoqué, bien entendu, les événements qui se sont déroulés au cours de l'année, y compris la reconstitution du Comité spécial à la Conférence du désarmement, l'accord sur un traité relatif aux explosions nucléaires à des fins pacifiques et un traité d'interdiction partielle des essais conclu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique; les progrès réalisés dans le domaine du désarmement nucléaire et l'appel lancé par un grand nombre d'Etats parties au Traité de Moscou de 1963, le Traité d'interdiction partielle des essais, en faveur d'une conférence d'amendement en vue de transformer ce traité en un traité d'interdiction complète des essais.

Nous estimons que grâce à ces ajouts nous disposons à nouveau d'un texte qui représente les vues de la vaste majorité des Etats Membres, et nous recommandons vivement à tous les membres de l'appuyer.

Après avoir présenté le projet de résolution A/C.1/45/L.41, je tiens à faire quelques observations sur la question relative au texte unique sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Les Etats Membres savent que la Première Commission est saisie actuellement de deux projets de résolution sur cette

M. Morris (Australie)

question. L'Australie, en tant qu'ardent partisan d'une interdiction complète des essais soutient ces deux projets. Les membres de la Commission savent sans doute également qu'au cours des quatre dernières semaines, les auteurs des deux textes ont procédé à des négociations approfondies afin de mettre au point un seul texte qui recommanderait le soutien écrasant de la communauté internationale. A ce stade, je tiens à rendre hommage à l'Ambassadeur Miguel Marin Bosch pour la façon dont il a mené les négociations de son côté.

Ce processus a été mis au point par tous les intéressés en toute bonne foi, et de nouvelles approches créatives ont été adoptées. A un moment donné, il nous a semblé que nous étions parvenus à un texte de compromis. Malheureusement, il s'est avéré que tel n'était pas le cas. Les notions évoquées dans le texte proposé posaient certains problèmes à quelques Etats, et en poursuivant cette voie nous aurions donné l'impression au monde que la communauté internationale n'exigeait plus avec la même fermeté un traité d'interdiction des essais. Nous sommes convaincus que tel n'est pas le cas.

L'Australie espère néanmoins que cet acquis ne sera pas perdu et que lors de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale nous parviendrons à élaborer le texte unique que nous n'avons pas pu mettre au point au cours de cette session.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le Royaume-Uni se félicite de l'adoption hier par consensus du projet de résolution A/C.1/45/L.42 sur la vérification sous tous ses aspects. Ce projet de résolution accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la question. Le Royaume-Uni partage également cette satisfaction et tient à attirer tout particulièrement l'attention sur une section importante du rapport, la section II G, qui traite des mesures de vérification et de la nécessité pour ces dernières d'être propres à un traité précis. Nous ne voyons pas comment on peut envisager un système international unique de vérification qui couvrirait toute une série de divers accords multilatéraux. Compte tenu de notre expérience en matière de négociations et d'application des accords de limitation des armements et de désarmement, nous avons constaté que si certains principes généraux peuvent être appliqués à des mesures de vérification, ces mesures et leurs modalités d'application peuvent largement varier en fonction de la nature de l'accord.

Il est indispensable que les modalités d'application des dispositions en matière de vérification inspirent suffisamment de confiance à toutes les parties

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

pour ce qui est du respect d'un accord particulier. Cela signifie que dans de nombreux cas la vérification relèvera de la responsabilité des Etats parties à un accord et du Secrétariat pour cet accord. La prochaine convention sur les armes chimiques est un bon exemple à cet égard.

J'en viens maintenant au projet de résolution sur lequel nous devons nous prononcer aujourd'hui. Je tiens à présenter au nom de ses auteurs, le projet de résolution A/C.1/45/L.35, intitulé "Négociations bilatérales sur les armes nucléaires".

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

Les coauteurs du projet de résolution sont les pays suivants : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie et Turquie.

Les auteurs estiment que l'un des facteurs les plus importants dans la situation actuelle du monde réside dans la compréhension et la coopération accrues entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. La sécurité internationale se trouve renforcée et nos objectifs de désarmement plus près d'être atteints lorsque ces deux puissances sont en mesure de se mettre d'accord sur d'importantes réductions des armements, notamment des armements nucléaires, et sur d'autres moyens aptes à renforcer la stabilité stratégique.

Nous croyons que toute résolution portant sur la question des négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique devrait saluer avec satisfaction les réalisations enregistrées jusqu'ici dans ce processus et encourager de plus amples progrès. Il est évident qu'un tel encouragement ne saurait être efficace qu'à condition que tant les Etats-Unis que l'Union soviétique se sentent à même d'appuyer toute résolution de ce genre. En revanche, s'ils estiment que la résolution insiste par trop et, notamment, qu'elle les pousse à changer l'orientation de leurs efforts d'une manière qui leur paraît inacceptable, elle ne saurait avoir d'incidences positives.

Nous sommes d'avis également que, compte tenu de l'importance que revêtent pour nous tous les négociations bilatérales en matière d'armements nucléaires, la Commission devrait avoir pour objectif un seul projet de résolution qui serait adopté par consensus. Le texte du projet de résolution A/C.1/45/L.35 va dans le sens que je viens d'indiquer. Il note les importantes déclarations des deux présidents en date du 1er juin 1990, se réjouit à l'idée que le Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (START) pourrait être conclu dans un avenir proche et note avec satisfaction que les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus d'engager, une fois signé le traité START, de nouvelles négociations sur les armes nucléaires et spatiales. Il engage les deux gouvernements à n'épargner aucun effort pour parvenir à tous les objectifs dont ils sont convenus pour ces négociations.

Nous reconnaissons que les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.5 ont d'autres préoccupations qu'ils ont cru justifié de transmettre aux Etats-Unis et à

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

l'Union soviétique en ce qui concerne les négociations bilatérales. Nous avons donc jugé important de chercher à fusionner notre projet de résolution A/C.1/45/L.35 avec le projet de résolution A/C.1/45/L.5 présenté par la Yougoslavie au nom du Mouvement des pays non alignés. Nous sommes conscients du fait que le projet de résolution A/C.1/45/L.5, sous sa forme actuelle, est beaucoup plus près de nos idées que ne l'étaient ses prédécesseurs présentés lors des quarante-troisième et quarante-quatrième sessions de l'Assemblée générale, ce qui a été pour nous un grand encouragement. Nous sommes reconnaissants aux auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.5 d'avoir bien voulu examiner attentivement nos propositions et nous leur savons gré de leur esprit de coopération. Nous remercions tout particulièrement la délégation de la Yougoslavie pour les efforts qu'elle a déployés.

Malheureusement, le fossé qui sépare nos positions respectives s'est révélé, en fin de compte, trop large pour que nous puissions le combler dans le temps qui nous était imparti et il a donc été nécessaire de soumettre au vote nos deux projets de résolution. Tout en regrettant cette situation, les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.35 expriment l'espoir qu'à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale, il sera possible de se mettre d'accord sur un texte unique sur les négociations bilatérales en matière d'armes nucléaires.

M. AMIGUES (France) : La délégation française est heureuse d'informer la Commission que d'intenses consultations menées par les coauteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.53 relatif au "Dixième anniversaire de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement" (UNIDIR) ont abouti au projet A/C.1/45/L.53/Rev.1 qui nous est soumis pour décision.

Les principales modifications de ce projet par rapport au texte initial portent sur les paragraphes 4 et 7 de son dispositif relatifs au rapport de recherche que l'Assemblée générale demanderait à l'UNIDIR d'élaborer, ainsi qu'aux modalités de financement de cette étude. La solution retenue dans cette révision a fait l'objet de consultations avec toutes les délégations intéressées et recueilli leur approbation. Comme on le sait, l'UNIDIR a, depuis sa création, obtenu le concours de l'ONU dans des conditions satisfaisantes et un juste équilibre doit être maintenu entre le financement de l'Institut par des contributions volontaires et par une subvention du budget ordinaire. Cette subvention est indispensable afin de garantir l'indépendance de l'Institut et elle est pleinement conforme à son

M. Amigues (France)

statut, comme le note le projet de résolution. En confiant à l'UNIDIR une recherche sur les aspects économiques du désarmement, financée à parité par le budget ordinaire et par des contributions volontaires, l'Assemblée générale reste fidèle à l'esprit des activités de l'UNIDIR. Il est à noter que les tâches de recherche menées par l'Institut sont complémentaires des études élaborées par le Département du désarmement et, par leur caractère exploratoire, portent essentiellement sur des questions nouvelles.

Ma délégation tient à souligner que les pays qui parrainent le projet de résolution A/C.1/45/L.53/Rev.1 ont volontiers recherché le consensus, marquant ainsi leur souci de voir s'exprimer une approbation générale à l'égard de l'UNIDIR. La France espère que les Etats Membres confirmeront leur soutien, non seulement par l'expression d'un consensus sur ce projet de résolution, mais aussi par le versement de contributions volontaires qui permettront le financement partiel de l'étude en question.

M. SUTRESNA (Indonésie) (interprétation de l'anglais) : En ma qualité de Président actuel de la Commission du désarmement, j'aimerais présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.12/Rev.1 intitulé "Rapport de la Commission du désarmement".

Ainsi que les délégations peuvent le constater, les paragraphes 2, 3, 4 et 5 du dispositif du projet de résolution reflètent les résultats de la session de fond de 1990 de la Commission, qui s'est tenue en mai 1990, résultats pour lesquels la Commission a été largement félicitée.

Au paragraphe 8 du dispositif, l'Assemblée générale entérine une série de mesures du programme de réforme adopté par la Commission du désarmement. Le paragraphe 10 du dispositif a trait aux questions de fond à inscrire à l'ordre du jour de la session de 1991. Les membres de la Commission se souviendront que la Commission du désarmement avait conduit, au cours des derniers mois, d'importantes consultations sur cette question avec les délégations et avait tenu six réunions à durée non limitée en vue d'arriver à un accord sur une série de points à inscrire à l'ordre du jour de sa session de 1991.

A la 12e séance de consultations de la Commission, qui s'est tenue le 15 novembre, un consensus avait été réalisé sur la série de questions suivantes à inscrire à l'ordre du jour de sa session de 1991 :

- "1) Information objective sur les questions militaires;
- 2) Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires;

M. Sutresna (Indonésie)

3) Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale;

4) Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes."

Ces points de l'ordre du jour sur lesquels un accord avait été atteint sont maintenant reflétés au paragraphe 10 de la version révisée du projet de résolution paru maintenant sous la cote A/C.1/45/L.12/Rev.1. A cet égard, j'aimerais exprimer ma gratitude à toutes les délégations pour leur coopération et leur esprit de compromis qui ont permis à la Commission d'arriver à un consensus sur une série de points à inscrire à l'ordre du jour de sa session de 1991.

Au nom des coauteurs et au nom de la Commission du désarmement, je demande que le projet de résolution A/C.1/45/L.12/Rev.1 soit adopté par consensus.

M. KOTEVSKI (Yougoslavie) (interprétation de l'anglais) : Nous regrettons que, malgré des négociations intensives, les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.35 ne puissent accepter le compromis proposé ni s'entendre sur un texte unique concernant les négociations bilatérales sur les armes nucléaires.

En fusionnant les deux projets de résolution, les pays non alignés, au nom desquels j'interviens, ont fait beaucoup d'efforts pour répondre aux préoccupations des autres Etats. Nous nous sommes même dits disposés à introduire d'autres changements importants dans le projet de résolution A/C.1/45/L.5 dans l'espoir que les changements actuels dans les relations internationales et le climat international positif nous permettraient, cette année, de nous mettre d'accord sur un texte unique relatif à cette importante question.

Malheureusement, malgré tous les efforts - et je voudrais remercier tous les participants aux négociations, notamment la délégation du Royaume-Uni - les auteurs des projets de résolution A/C.1/45/L.5 et A/C.1/45/L.35 n'ont pu parvenir à un accord. C'est pourquoi, tout comme l'année dernière, ma délégation sera obligée de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.35.

Enfin, je tiens à répéter ce que j'ai dit en présentant le projet de résolution A/C.1/45/L.5 : à notre avis, la communauté internationale devrait avoir une position commune en ce qui concerne une question aussi importante que les négociations bilatérales sur les armes nucléaires. Nous espérons sincèrement, et nous sommes heureux de l'avoir entendu dire par les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.35, que l'année prochaine nous serons en mesure d'avoir un tel texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Etant donné qu'aucun représentant ne souhaite expliquer son vote ou faire une intervention quelconque en ce qui concerne les projets de résolution qui figurent dans le groupe 5, la Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.5, qui a pour titre "Désarmement général et complet" et pour sous-titre "Négociations relatives aux armes nucléaires".

Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Yougoslavie au nom des Etats Membres des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés à la 31e séance de la Première Commission, le 8 novembre 1990.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission qui donnera la liste des auteurs.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) :

Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.5 sont les suivants : Yougoslavie, au nom des Etats Membres des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, et le Panama.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie.

Par 109 voix contre zéro, avec 20 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

* La délégation de l'Uruguay a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.35, qui a pour titre "Désarmement général et complet" et pour sous-titre "Négociations bilatérales sur les armes nucléaires".

Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Royaume-Uni à la 30e séance de la Première Commission, le 16 novembre 1990.

J'invite le Secrétaire de la Commission à donner la liste des auteurs.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.35 sont les suivants : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie et Turquie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chine, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Emirats arabes unis, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Maurice, Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Colombie, Cuba, Egypte, Equateur, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Lesotho,

Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Suriname, Tunisie, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Par 70 voix contre zéro, avec 55 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Hongrie, qui souhaite expliquer son vote.

M. GAJDA (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : La délégation hongroise espérait sincèrement qu'un vote séparé ne serait pas demandé sur les projets de résolution A/C.1/45/L.5 et A/C.1/45/L.35 et que cette explication de vote ne serait pas nécessaire. En tant qu'auteur de l'un des deux projets de résolution, qui portent sur le même sujet, ma délégation estime que les négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires sont si importantes qu'un seul projet de résolution aurait dû être présenté et, par conséquent, mis au vote à l'Assemblée générale. Cela aurait été plus approprié.

Nous sommes conscients des efforts qui ont été déployés à cet effet par diverses délégations, et nous regrettons qu'il n'ait, par conséquent, pas été possible cette année encore de parvenir à un résultat fructueux. Nous avons voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.5 malgré ses lacunes. Ce vote affirmatif, toutefois, est dû beaucoup plus au sujet - c'est-à-dire les négociations et leur progrès - qu'au libellé du projet de résolution. Nous ne pouvons que prier instamment les auteurs des deux projets de prendre quelques autres mesures l'an prochain afin de trouver un terrain d'entente sur un seul projet de résolution relatif aux négociations bilatérales sur les armes nucléaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant prendre une décision sur les projets de résolution A/C.1/45/L.39 A et B et A/C.1/45/L.45/Rev.1, qui figurent dans le groupe 7.

Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent faire des déclarations ne portant pas sur la position qu'ils ont adoptée sur les projets de résolution qui figurent dans le groupe 7.

M. KAPAMBWE (Zambie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole, permettez-moi de me joindre à ceux qui ont pris la parole avant moi pour vous féliciter et pour féliciter vos collègues du Bureau de votre élection à vos postes respectifs. Ma délégation souhaite déclarer officiellement combien elle est satisfaite de la manière dont vous avez mené les activités de la Commission jusqu'ici. Nous sommes certains que vous continuerez à assumer votre mandat d'une manière tout aussi satisfaisante.

M. Kapambwe (Zambie)

Nous sommes réunis aujourd'hui pour prendre une décision sur un projet de résolution qui est très important pour mon pays, la Zambie, et pour les pays de la région de l'Afrique australe et, en fait, pour tous les pays du continent africain. Je veux parler des deux parties du projet de résolution qui figure dans le document A/C.1/45/L.39, intitulées respectivement "Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique" et "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud", qui ont été présentées par le représentant de la Sierra Leone, le 6 novembre 1990, au nom des Etats Membres des Nations Unies qui sont membres du Groupe des Etats africains.

J'ai toujours su que les délégations africaines participaient activement aux travaux de la Commission. Et cette année ne fait pas exception. Même pour les points de l'ordre du jour qui ont trait à des régions autres que les leurs, les délégations africaines ont pris part avec un zèle égal aux discussions, en aidant souvent à clarifier la situation lorsque des malentendus risquaient d'opposer des pays de certaines régions contre d'autres.

Bien que les pays africains aient toujours été guidés par le principe en vertu duquel toutes les questions examinées par la Commission intéressent l'ensemble de l'humanité, ils ont néanmoins toujours appuyé les initiatives régionales d'autres pays. C'est dans ce contexte que ma délégation nourrit l'espoir que les deux parties du projet de résolution auxquelles je me suis référé précédemment recevront l'appui le plus large des membres de la Commission.

C'est avec une certaine tristesse et une certaine préoccupation que ma délégation a constaté une tendance, au sein de cette commission et d'autres commissions, à vouloir croire à la bonne foi de l'Afrique du Sud et à renoncer à toute critique de l'apartheid dans nos projets de résolution. Ce n'est pas manquer de sérieux que d'insister pour que l'on continue de critiquer l'apartheid. Certes, nous souhaiterions réellement voir adopter nos projets de résolution par consensus, mais ce consensus ne doit pas devenir une fin en soi.

Jusqu'à preuve du contraire, l'apartheid est toujours la politique officielle du Gouvernement sud-africain. Il est vrai qu'un certain nombre de mesures ont été prises par le Gouvernement sud-africain et nous nous en félicitons. Toutefois, ces mesures n'ont fait que rectifier des aberrations qui ont été créées par le Gouvernement sud-africain lui-même et qui n'auraient jamais dû exister en premier lieu.

M. Kapambwe (Zambie)

Notre critique de l'Afrique du Sud ne se veut pas permanente. Nous sommes prêts à accueillir l'Afrique du Sud dans la communauté des nations dès qu'elle abolira l'apartheid et qu'elle parviendra à un règlement négocié avec la population majoritaire sur la conduite du pays. Ce moment n'est toutefois pas encore arrivé et il serait prématuré pour les Nations Unies de relâcher la pression qu'elles exercent sur le Gouvernement sud-africain en cette heure cruciale. Il importe de se poser les questions suivantes : pourquoi souhaitons-nous renoncer à critiquer l'apartheid maintenant? Le Gouvernement sud-africain a-t-il indiqué qu'il abolira l'apartheid lorsque les Nations Unies relâcheront leurs pressions? Qu'allons-nous véritablement accomplir en agissant de la sorte?

Si nous devons pécher, que ce soit par excès de prudence. L'expérience de nos pays de l'Afrique australe dans leurs relations avec les gouvernements qui se sont succédé en Afrique du Sud les ont laissés sceptiques quant au sérieux avec lequel ces gouvernements prennent leurs propres déclarations publiques.

Il ne nous est pas facile, dans la région, de nous sentir suffisamment rassurés par les quelques rares mesures prises par le Gouvernement sud-africain, alors que notre population a perdu 1,5 million de personnes en moins d'une décennie à la suite d'actes d'agression et de déstabilisation perpétrés par l'Afrique du Sud et que nos économies ont perdu 62 milliards de dollars pendant la même période pour les mêmes raisons.

M. DZVAIRO (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : La délégation du Zimbabwe a pris note du rapport du Secrétaire général sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Nous sommes également conscients de l'évolution actuelle du climat politique en Afrique du Sud et espérons qu'elle aboutira à l'avènement d'une Afrique du Sud véritablement démocratique et non raciale.

L'application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique reste un objectif précieux pour le Zimbabwe. Il est indéniable que le plus grand obstacle à cette application reste la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud et la menace constante qu'elle fait peser sur la paix et la sécurité régionales et internationales. Nous nous inquiétons du fait que la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, avec tout ce que cela représente, a été nourrie et développée avec l'assistance des pays mêmes dont l'objectif proclamé est de promouvoir la coexistence pacifique et la sécurité mutuelle, non seulement dans la région de l'Afrique australe mais également dans le monde. Une telle assistance représente une contradiction flagrante.

M. Dzvairo (Zimbabwe)

Nous savons que le Gouvernement sud-africain nie que son programme nucléaire a des objectifs sinistres. Nous avons connaissance également de la proposition qu'il a faite récemment avec réticence d'adhérer au Traité sur la non-prolifération. Nous pensons que si ses intentions étaient sincères, l'Afrique du Sud ne chercherait pas à faire dépendre son adhésion au Traité de non-prolifération de l'adhésion d'autres pays de la région, étant donné qu'aucun de ces pays n'a pas le moindre programme nucléaire. D'autre part, aucun d'entre eux n'a jamais été aussi agressif et aussi déstabilisant que l'Afrique du Sud à l'égard de ses voisins.

L'adhésion du Zimbabwe au Traité sur la non-prolifération sera un acte souverain. Elle ne sera pas basée sur les actions ou l'absence d'action de tout autre Etat dans la région ou ailleurs.

Enfin, dans la région d'Afrique australe, nous demeurons conscients de la grave menace que le Gouvernement sud-africain fait peser non seulement sur nous, ses voisins immédiats, mais sur tous ceux qui croient en la paix. Alors que l'apartheid rend cette menace encore plus grave, étant donné que les dirigeants de l'apartheid ont dit officiellement que pour défendre leur système aucune règle ne peut s'appliquer, la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud continuera de nous gêner dans notre recherche de la dénucléarisation de l'Afrique. Notre délégation invite donc instamment tous les membres à appuyer les parties A et B du projet de résolution A/C.1/45/L.39.

Mme MULAMULA (République-Unie de Tanzanie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation souhaite s'associer pleinement aux déclarations des représentants de la Zambie et du Zimbabwe. En outre, nous tenons à souligner une fois de plus combien nous trouvons paradoxal que le régime raciste suggère dans le document A/C.1/45/9 qu'il devrait y avoir un engagement égal de la part des autres Etats de la région de l'Afrique australe à l'égard de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires. Notre engagement a été exprimé dès 1964, avec l'adoption de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique, dont la mise en oeuvre fait l'objet du projet de résolution A/C.1/45/L.39 A présenté à la Commission. Cette déclaration a été entravée précisément par ce même régime raciste qui parle d'engagement égal.

M. AZIKIWE (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais faire quelques brèves observations sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B relatif à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

Ma délégation voudrait plus particulièrement faire porter son attention sur le rapport du Secrétaire général (A/45/571) du 22 octobre 1990 sur la capacité de l'Afrique du Sud de mettre au point un missile balistique à ogive nucléaire, qui a été présenté conformément au paragraphe 5 b) de la résolution 44/113 B du 15 décembre 1989.

Pour commencer, ma délégation tient à remercier le Secrétaire général pour la célérité avec laquelle il s'est acquitté de la mission qui lui a été confiée l'an dernier. De même, nous félicitons les experts de leur excellent travail. Avec l'aide du Département des affaires du désarmement, ils ont élaboré un rapport dans le temps record de cinq mois.

De l'avis de ma délégation, le rapport est bien équilibré si l'on songe aux ressources disponibles dont on disposait pour son élaboration et aux occasions d'enquêter sur un développement jalousement gardé secret par le principal coupable. Il est équilibré en ce sens qu'il n'arrive à aucune conclusion basée sur des preuves impossibles à vérifier. Cependant, tout porte à croire que la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud a été une nouvelle fois confirmée par l'acquisition et le lancement expérimental dans l'Atlantique Sud, le 5 juillet 1989, à quelque 1 400 kilomètres, d'un missile à longue portée. Si l'Afrique du Sud n'a pas de sinistres desseins dans son programme de missiles balistiques, pourquoi a-t-elle attendu d'être confrontée à cette évidence pour l'annoncer?

M. Azikiwe (Nigéria)

En ce qui concerne la collaboration, ma délégation est préoccupée de la similitude entre le site israélien utilisé pour lancer le véhicule spatial Shavit et le site d'essai d'Overberg, en Afrique du Sud. A cet égard, ma délégation souhaite mettre en relief les conséquences de l'acquisition, par l'Afrique du Sud, d'un missile à longue portée sur le continent africain.

Premièrement, l'acquisition du missile est une menace à la paix et à la sécurité régionales. Deuxièmement, l'acquisition d'armes de destruction massive à un moment où l'on voudrait faire croire au monde que le climat politique s'améliore en Afrique du Sud ne peut que faire douter des prétendues intentions d'éliminer l'apartheid grâce aux réformes en cours. Troisièmement, le mépris de l'Afrique du Sud pour la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique ne peut qu'empoisonner davantage l'atmosphère qui règne dans la région. La violation continue des principes qui sous-tendent la proclamation par l'Assemblée générale d'une zone de paix et de coopération dans l'Atlantique Sud mettra forcément en danger la paix et la sécurité internationales. En vérité, les lignes de navigation de l'Atlantique Sud et le désir des Etats d'Afrique et d'Amérique latine de sauvegarder les activités maritimes pacifiques et la liberté de navigation en haute mer seront menacés.

Devant le danger imminent que représente la participation actuelle de l'Afrique du Sud à la course aux armements, au moment même où l'on constate une désescalade de cette course dans la plupart des régions du monde, ma délégation ne peut que condamner énergiquement le programme sud-africain d'armes nucléaires et de leurs vecteurs. Nous demandons un supplément d'enquête sur l'acquisition, par l'Afrique du Sud, de ces armes de destruction massive. On devrait en outre essayer de rassembler des renseignements sur les activités des parties en cause, notamment celles qui collaborent avec l'Afrique du Sud.

Enfin, ma délégation rappelle à ceux qui collaborent avec l'Afrique du Sud qu'ils seront individuellement et collectivement tenus pour responsables d'avoir permis l'acquisition d'armes nucléaires et de leurs vecteurs par le régime voué aux crises et à la faillite en Afrique du Sud. Mon gouvernement fera connaître ses vues plus en détail sur cette question au moment opportun.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote.

M. ZIPPORI (Israël) (interprétation de l'anglais) : Tous ceux qui ont fait des commentaires ont convenu qu'il ne peut y avoir de progrès dans tout processus de désarmement si un minimum de confiance n'existe pas entre les diverses parties. Ce projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1 - en dépit de quelques modifications de forme - ne contribue en rien à la mise en oeuvre de mesures propres à accroître la confiance, bien au contraire. Il s'agit d'un rituel pernicieux auquel il faut mettre un terme si l'on veut qu'Israël ait quelque confiance dans les travaux des Nations Unies. Ce texte est en contradiction avec les recommandations de base présentées à la Première Commission par le Secrétaire général dans son étude approfondie portant sur une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient (A/45/435).

Trois développements liés au contexte de la situation au Moyen-Orient sont intervenus récemment : premièrement, la crise du Golfe a fait ressortir la gravité des menaces irakiennes d'utiliser des armes de destruction massive contre Israël; deuxièmement, des indications nombreuses ont été publiées sur les intentions de l'Iraq d'acquérir des armes nucléaires et les mesures qu'il prend à cet égard en dépit des obligations qui lui incombent en tant que signataire du Traité sur la non-prolifération (TNP); et, troisièmement, le Secrétaire général, dans son étude sur une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, dont la Commission est saisie, a souligné la nécessité de créer une telle zone au Moyen-Orient. D'après ce rapport, une zone exempte d'armes nucléaires peut même être plus efficace que le TNP dans les conditions prévalant au Moyen-Orient.

Nous sommes convaincus qu'une zone exempte d'armes nucléaires est la seule solution pratique possible. Cela ressort de la déclaration sur le projet de résolution A/C.1/45/L.1 que nous avons faite à la 30e séance, le 7 novembre dernier, de même que de notre association au consensus sur ce projet au début de la présente session. Le projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1 est malheureusement l'antithèse complète du projet de résolution A/C.1/45/L.1 et ne peut contribuer en rien à la réalisation de la paix et du désarmement au Moyen-Orient.

J'ai quelques brefs commentaires à faire sur certains des paragraphes du dispositif.

M. Zippori (Israël)

Le paragraphe 1 mentionne le refus par Israël de renoncer à posséder des armes nucléaires. Aucun Etat n'a jamais fait une telle déclaration générale - pas même les signataires du Traité sur la non-prolifération, qui peuvent décider de quitter le Traité.

Le paragraphe 2 mentionne la coopération nucléaire entre Israël et l'Afrique du Sud. Comme nous l'avons déclaré en de nombreuses occasions, il n'existe pas de coopération entre Israël et l'Afrique du Sud.

Le paragraphe 4 exige qu'Israël place toutes ses installations sous garanties. Israël a déclaré et expliqué à plusieurs reprises que sa politique de non-prolifération se fonde sur une zone exempte d'armes nucléaires, conformément à des précédents et aux recommandations de la Commission Palme. Une telle zone une fois établie, des garanties pleines et entières en seront une partie intégrante, rendant ainsi plus crédibles les assurances réciproques. Il n'existe aucune raison d'établir une distinction entre Israël et les autres Etats qui n'ont pas signé le Traité sur la non-prolifération ni accepté les garanties complètes, comme le Pakistan et l'Inde. S'agissant de l'attaque ou des menaces d'attaque d'installations nucléaires, nous avons déclaré catégoriquement, pas plus tard qu'hier, que la politique du Gouvernement israélien "était que les installations nucléaires consacrées à des fins pacifiques devraient être inviolables" et qu'"[Israël] n'attaquerait ni ne menacerait d'attaquer aucune installation nucléaire pacifique". (A/C.1/45/PV.37, p. 14)

Le paragraphe 7 prie le Secrétaire général de continuer à faire rapport à l'Assemblée générale, et le paragraphe 8 décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de la prochaine session, même s'il n'y a rien à signaler. Cela afin de s'assurer que la Première Commission n'oubliera pas de discuter d'Israël en permanence.

L'absurdité de cette demande ressort du rapport du Secrétaire général figurant dans le document A/45/574 où le seul sujet était la résolution adoptée par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique en septembre dernier dont la teneur était presque identique à celle de la résolution de l'Organisation de l'an dernier.

La Première Commission doit décider si la majorité de ses membres souhaitent adopter l'attitude injustifiée et bornée à l'encontre d'Israël, face à la situation au Moyen-Orient maintenant, qui est devenue évidente pour tous, et les menaces

M. Zippori (Israël)

débridées et inconditionnelles proférées par l'Iraq, la Syrie, le Liban et l'Iran à l'égard de l'existence même d'Israël.

Dans son étude sur une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, le Secrétaire général déclare :

"L'opinion israélienne doit se convaincre que ses voisins n'entendent pas profiter de leur richesse et de leur abondance en main-d'oeuvre et autres ressources pour détruire Israël..." (A/45/435, par. 152)

Si Israël doit être rassuré qu'une équité réelle existe dans la communauté internationale, la Première Commission est invitée à cesser de faire d'Israël un bouc émissaire et à voter contre le projet de résolution dans son ensemble.

M. STAYKOV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation souhaite expliquer son attitude en ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/45/L.45, intitulé "Armement nucléaire d'Israël".

La Bulgarie ne cesse depuis des années d'oeuvrer à l'application du principe de la non-prolifération des armes nucléaires en tant que l'un des principaux piliers de la sécurité mondiale. En accord avec cette position, nous sommes résolument opposés à l'augmentation du nombre d'Etats dotés de puissance nucléaire dans n'importe quelle région du monde, y compris le Moyen-Orient.

En même temps, nous sommes très inquiets de voir que les Etats qui n'ont pas été mentionnés jusqu'à présent dans les décisions et résolutions pertinentes des organes des Nations Unies ont une possibilité grandissante d'acquérir des capacités nucléaires. Etant donné cette situation, il nous est difficile d'accepter certaines formulations du projet de résolution en question, ma délégation estimant qu'il est contraire à l'esprit de conciliation qui prévaut aujourd'hui dans l'Organisation des Nations Unies, où l'on recherche des points d'intérêt mutuel, notamment dans les questions de sécurité.

Nous estimons que dans la situation actuelle de bouleversement et de crise profonde que connaît le Moyen-Orient, notamment l'emploi de la force armée, le projet de résolution ne servirait pas la cause de la compréhension et d'une paix durable. En conséquence, la délégation bulgare s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.45.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant voter sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A, intitulé "Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique".

Le Président

Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Sierra Leone, au nom des Etats Membres des Nations Unies qui appartiennent au Groupe des Etats d'Afrique, lors de la 27e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1990. Les incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme figurent dans le document A/C.1/45/L.58.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : L'auteur du projet de résolution A/C.1/45/L.39 A est la Sierra Leone, qui l'a présenté au nom des Etats Membres des Nations Unies qui appartiennent au Groupe des Etats d'Afrique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant mettre au vote le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A. Un vote enregistré a été demandé, y compris un vote séparé sur le huitième paragraphe du préambule.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Espagne, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Tchécoslovaquie, Turquie.

Par 109 voix contre 3, avec 17 abstentions, l'alinéa 8 du préambule du projet de résolution A/C.1/45/L.39 A est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Un vote enregistré a été demandé sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A dans son ensemble.

Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie,

Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Liechtenstein, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 124 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A dans son ensemble est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission doit voter maintenant sur la partie B du projet de résolution A/C.1/45/L.39 B, intitulée "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Sierra Leone, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des Etats d'Afrique, à la 27e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1990.

Il y a une déclaration orale relative à ce projet de résolution.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : L'auteur du projet de résolution A/C.1/45/L.39 est la Sierra Leone, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des Etats d'Afrique.

Je voudrais faire la déclaration suivante au nom du Secrétaire général en ce qui concerne la partie D du projet de résolution A/C.1/45/L.39, intitulé "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud".

"Conformément au paragraphe 11 du dispositif, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de fournir à l'Organisation de l'unité africaine toute l'assistance qu'elle pourrait lui demander au sujet des

M. Kheradi

modalités et éléments pour la préparation et l'application d'une convention ou d'un traité sur la dénucléarisation de l'Afrique. En accomplissant cette tâche, le Secrétaire général fournirait toute l'assistance possible compte tenu des ressources disponibles, et par conséquent il n'y aurait pas d'incidence supplémentaire sur le budget-programme pour la période biennale 1990-1991.

Conformément au paragraphe 15 du dispositif, l'Assemblée générale prierait aussi le Secrétaire général de lui présenter un rapport, à sa quarantième-sixième session, sur l'assistance militaire que le régime d'apartheid sud-africain reçoit d'Israël et éventuellement d'autres sources sous forme de technologie de pointe pour la fabrication de missiles et sous forme d'installations techniques d'appui. En accomplissant cette tâche, le Secrétaire général lui présenterait un rapport sur tous les développements pertinents ultérieurs qui pourraient se produire avant la quarantième-sixième session au-delà de ce qui est déjà décrit dans le rapport du Secrétaire général qui figure dans le document A/45/571. Il est difficile d'évaluer la charge de travail qui pourrait être nécessaire, mais il est prévu qu'il n'y aurait pas d'incidence supplémentaire sur le budget-programme pour la période biennale 1990-1991."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un vote enregistré a été demandé sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal,

Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie.

Par 98 voix contre 4, avec 27 abstentions, le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant voter sur le projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1, intitulé "Armement nucléaire israélien". Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Liban, au nom des Etats arabes, lors d'une séance antérieure de la Première Commission.

J'invite le Secrétaire de la Commission à donner la liste des auteurs.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1 sont les suivants : Algérie, Bahreïn, Djibouti, Egypte, Jordanie, Koweït, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Mauritanie, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Emirats arabes unis et Yémen.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

S'abstiennent : Allemagne, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Danemark, Espagne, Fidji, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay.

Par 84 voix contre 2, avec 38 abstentions, le projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1 est adopté.*

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui désirent expliquer leurs votes.

M. BERGH JOHANSEN (Norvège) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole pour expliquer le vote des cinq pays nordiques, à savoir le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Suède et mon propre pays, la Norvège, sur les deux projets de résolution contenus dans le document A/C.1/45/L.39, intitulé "Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique".

La position des pays nordiques sur la question de l'apartheid est claire et bien connue. L'apartheid reste une violation flagrante de libertés et de droits de l'homme fondamentaux, tels qu'énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le droit international. Pour nous tous, l'apartheid implique une violation intolérable de la dignité humaine.

Les pays nordiques partagent l'inquiétude exprimée dans le projet de résolution A/C.1/45/L.39 au sujet de l'acquisition possible d'armes nucléaires par l'Afrique du Sud. Cela serait un important revers s'agissant des efforts internationaux de non-prolifération. Les pays nordiques, par conséquent, n'ont cessé, en diverses circonstances, de demander au Gouvernement sud-africain d'adhérer sans tarder au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et tout récemment avant la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité de cette année. L'adhésion de l'Afrique du Sud contribuerait à la stabilité régionale et aurait également une incidence favorable sur le régime de non-prolifération au plan mondial. Les intentions déclarées de l'Afrique du Sud d'adhérer au TNP devraient se concrétiser le plus rapidement possible. Dans ce contexte, les pays nordiques se félicitent de l'adhésion récente du Mozambique au TNP. Nous demandons aux autres Etats de première ligne de faire de même le plus tôt possible.

Pour les raisons que je viens de mentionner, nos délégations ont voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A. Nous avons cependant été obligés de nous abstenir lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B en raison de problèmes eu égard à certains aspects du texte dont nous étions saisis.

* La délégation de l'Uruguay a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.

M. Bergh Johansen (Norvège)

Le monde vient d'assister à une amélioration importante du climat politique international. Cela vaut pour plusieurs régions, y compris l'Afrique australe, comme le montrent l'accession de la Namibie à l'indépendance et l'évolution en Afrique du Sud même. Le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B ne tient pas compte de ces événements et devient de plus en plus obsolète.

Il aurait également été naturel, à notre avis, que le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B se fonde davantage sur le rapport du Secrétaire général sur la capacité de l'Afrique du Sud de mettre au point un missile balistique à ogive nucléaire (A/45/571) ainsi que sur le rapport de consensus de la Commission du désarmement sur sa session de 1990.

Comme par les années passées, les pays nordiques déplorent profondément la mise sur la sellette arbitraire et inappropriée de pays individuels ou de groupes de pays en particulier. Cela porte clairement atteinte à l'objectif central du renforcement de l'appui international à la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique. Cela rend également plus difficile la réalisation d'un consensus international sur la façon de régler la question de l'Afrique du Sud.

De plus, nous devons en général réserver notre position en ce qui concerne des libellés qui ne tiennent pas compte de la division appropriée des compétences entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, telle qu'énoncée dans la Charte. De plus, l'Assemblée devrait s'adresser aux gouvernements et non aux particuliers et aux entreprises.

Les pays nordiques espèrent sincèrement que dans l'avenir la Commission sera saisie de textes qui permettront de s'occuper de cette question importante d'une manière plus crédible.

M. JANDL (Autriche) : Lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, l'Autriche s'est abstenue.

La délégation autrichienne s'associe aux préoccupations exprimées concernant le grand danger pour la paix et la sécurité internationales que peut constituer le développement ou la prolifération des armes nucléaires, en particulier dans la région en question. L'Autriche est opposée à toute tentative ou mesure de prolifération nucléaire aussi bien au niveau global que régional.

Cela dit, ma délégation est néanmoins d'avis que le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B ne correspond plus à la réalité dans la région en cause dont les

M. Jandl (Autriche)

conditions se sont profondément modifiées au cours de l'année dernière. En outre, l'Autriche ne peut pas se rallier à l'idée de distinguer un certain pays ou groupe de pays dans une résolution de l'Assemblée générale. Compte tenu des réserves mentionnées, ma délégation s'est vue dans l'obligation de s'abstenir.

M. COLLINS (Irlande) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à expliquer la raison pour laquelle l'Irlande a dû s'abstenir cette année, pour la première fois, lors de la mise aux voix du projet de résolution A/C.1/45/L.39 B, relatif à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. L'Irlande a constamment appuyé le principe fondamental de la dénucléarisation de l'Afrique. Nous avons manifesté notre soutien constant à ce principe en votant pour le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A relatif à l'application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique. Nous reconnaissons que les deux textes comportent de nombreux éléments et opinions similaires. Toutefois, le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A les exprime d'une manière que nous sommes en mesure d'appuyer.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B relatif à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, l'Irlande constate elle aussi avec la préoccupation exprimée dans le projet de résolution que les installations nucléaires de l'Afrique du Sud ne sont pas soumises à garanties. Nous accordons la plus grande importance à un régime de non-prolifération nucléaire international et efficace par l'adhésion au Traité sur la non-prolifération (TNP) et par la mise en oeuvre des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur une base aussi large que possible.

Cela étant, nous formulons les réserves suivantes sur un certain nombre d'éléments du projet de résolution :

Premièrement, nous émettons des réserves à propos de l'attention sélective portée à des problèmes qui, s'ils ne se rapportent pas immédiatement au texte, sont d'une telle importance pour la communauté internationale dans son ensemble qu'ils méritent d'être étudiés en détail par d'autres instances des Nations Unies comme c'est d'ailleurs le cas. Ainsi, l'opposition de principe que l'Irlande a toujours manifesté à l'égard de l'apartheid et la répulsion que lui inspire ce système sont bien connues. Nous nous sommes félicités également des progrès réalisés grâce au dialogue l'an dernier en Afrique du Sud, ainsi que sur les relations de ce pays avec les pays voisins. Nous nous empressons d'ajouter néanmoins que ces progrès qui ne sont qu'un début n'ont pas été accompagnés de démarches positives concrètes pour soumettre les installations nucléaires de l'Afrique du Sud au système de garanties internationales.

Deuxièmement, nous ne pensons pas que certains pays ou groupes de pays doivent être nommément désignés. Nous craignons qu'une telle attitude ne fasse obstacle à

M. Collins (Irlande)

la réalisation de l'objectif important qui consiste à renforcer le soutien international en faveur de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique.

L'Irlande estime que la question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud est l'une de celles qui préoccupent au plus haut point la communauté internationale et sur laquelle il est en outre souhaitable de parvenir à un consensus. Dans ce contexte, nous tenons à souligner que l'adoption par consensus de conclusions et recommandations sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud a constitué un résultat important de la session de 1990 de la Commission du désarmement. Un consensus sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B aurait été facilité s'il avait suivi de plus près les recommandations adoptées par la Commission du désarmement. Ma délégation espère qu'il en sera ainsi lorsque la résolution sera présentée à nouveau, ce qui nous permettra d'émouvoir un vote positif sur un sujet de cette importance.

M. WAGENMAKERS (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : Les Pays-Bas ont voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A concernant l'application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique, bien que nous ne puissions pas souscrire à l'objectif fixé au paragraphe 8 du préambule. D'autre part, notre délégation s'est abstenue sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B relatif à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

Les Pays-Bas doutent que la ligne d'action exposée dans le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B ne facilite la réalisation de notre objectif ultime qui est d'encourager l'Afrique du Sud à adhérer au Traité sur la non-prolifération.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B ne tient pas compte de certains éléments positifs tels que les déclarations faites récemment par le Ministre "Pik" Botha annonçant que le Gouvernement sud-africain était disposé à engager des négociations avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au sujet d'un accord de garanties complètes. La fermeture d'une installation d'enrichissement à Valindaba est une autre indication des intentions de l'Afrique du Sud d'adhérer au Traité sur la non-prolifération.

L'adhésion de l'Afrique du Sud, et des autres Etats de la région, au Traité sur la non-prolifération contribuerait de façon sensible à la dénucléarisation de l'Afrique, une notion que mon gouvernement soutient pleinement. Dans ce contexte, les Pays-Bas se félicitent de la décision prise par le Mozambique de signer le "Traité sur la non-prolifération".

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

Ces considérations ne sont pas pleinement reflétées dans le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B, ce qui, entre autres, outre d'autres objections d'une nature plus politique, et l'absence de référence à l'évolution politique encourageante en Afrique du Sud, nous a incités à nous abstenir sur ce projet de résolution.

M. ARBELL (Israël) (interprétation de l'anglais) : S'agissant du projet de résolution A/C.1/45/L.39 B, ma délégation n'a malheureusement pas voté pour ce texte pour la raison qu'Israël a été nommément désigné de façon injuste dans le préambule.

Nous avons à maintes reprises, tant à l'ONU que dans d'autres instances, exprimé notre horreur et notre condamnation totale de l'apartheid et nous avons restreint nos relations avec l'Afrique du Sud. Quant à une prétendue collaboration nucléaire, mon gouvernement a à maintes reprises rejeté catégoriquement cette allégation.

En 1989, M. Yitzhak Rabin, alors Ministre de la défense, a déclaré dans une interview à la radio israélienne :

"En ce qui concerne les questions nucléaires, nous n'avons aucune relation quelle qu'elle soit avec l'Afrique du Sud et par conséquent toutes les rumeurs qui circulent sur les relations éventuelles entre nos deux pays à ce propos sont absolument dénuées de fondement et injustifiées."

M. ADANK (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Après avoir procédé à un examen approfondi, la Nouvelle-Zélande s'est abstenue sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B intitulé "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud". Toutefois, personne ne doit douter que la Nouvelle-Zélande continue de rejeter totalement la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. La Nouvelle-Zélande demeure également profondément préoccupée par les informations selon lesquelles des Etats se dotent de la capacité et des technique nucléaires. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande a prié instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait, y compris l'Afrique du Sud, d'adhérer au Traité sur la non-prolifération (TNP) et d'accepter de soumettre leurs installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

La Nouvelle-Zélande a voté pour le projet de résolution L.39 A. Cependant, s'agissant du projet de résolution L.39 B, elle juge important de distinguer les préoccupations que suscitent l'apartheid d'une part et la prolifération nucléaire, d'autre part. A ce propos, nous sommes heureux de prendre connaissance du rapport

M. Adank (Nouvelle-Zélande)

équilibré sur la capacité des missiles à tête nucléaire de l'Afrique du Sud, qui a été élaboré récemment par le Secrétaire général, avec l'aide de trois experts qualifiés, et nous aurions aimé que le texte de l'actuel projet de résolution tienne davantage compte de ses conclusions. En particulier, nous estimons qu'il faut, comme le fait remarquer le Secrétaire général, tenir compte de l'évolution en cours en Afrique du Sud, qui pourrait avoir une incidence majeure sur la politique militaire et nucléaire de ce pays.

Nous espérons que cette évolution sera prise en considération lorsque ce projet de résolution sera prochainement soumis à l'examen de la Commission.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer le vote du Royaume-Uni sur les projets de résolution A/C.1/45/L.39 A et B, qui viennent d'être adoptés.

Le Royaume-Uni appuie entièrement les voisins de l'Afrique du Sud dans leurs efforts visant à garantir et à sauvegarder leur intégrité territoriale et leur souveraineté nationale. Il est de l'intérêt de tous, spécialement de la population d'Afrique du Sud et de ses voisins, qu'il n'y ait pas d'armes nucléaires dans la région. Nous avons pris note de la déclaration faite le 17 septembre par le Gouvernement de l'Afrique du Sud selon laquelle l'Afrique du Sud est prête à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dans le contexte d'un engagement similaire de la part des autres Etats de la région. Nous nous félicitons de la volonté déclarée du Gouvernement de l'Afrique du Sud d'entamer des négociations avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la conclusion d'un accord de garantie complète concernant ses installations nucléaires.

Dans l'intérêt de la sécurité régionale et mondiale, il est urgent que l'Afrique du Sud adhère au Traité et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties de l'AIEA. Nous espérons que l'Afrique du Sud prendra très prochainement ces mesures.

Ainsi que nous l'avons déclaré à maintes reprises, le Royaume-Uni ne collabore en aucune manière avec l'Afrique du Sud dans la mise au point de son programme nucléaire civil. Avec les autres Etats membres de la Communauté européenne, nous avons interdit toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud dans le secteur nucléaire. Il n'est absolument pas question que nous fournissions au Gouvernement de l'Afrique du Sud une quelconque assistance dans le développement de sa capacité d'armes nucléaires. Cela constituerait une violation flagrante de nos obligations dans le cadre du Traité de non-prolifération.

En tant que membre fondateur du régime de contrôle de la technologie pour la fabrication des missiles, le Royaume-Uni est gravement préoccupé par les rapports récents selon lesquels l'Afrique du Sud et Israël pourraient collaborer à la mise au point de missiles. Nous sommes par conséquent d'accord sur d'importants aspects des deux résolutions. Cependant, elles comportent des passages que nous trouvons moins acceptables. Tous les Etats ont le droit d'appliquer et de mettre au point des programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, un droit qui est reconnu internationalement et qui est consacré dans bon nombre d'instruments

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

internationaux. Nous notons également que ces résolutions portent des jugements qui sont soit insuffisamment fondés soit qui relèvent davantage du domaine du Conseil de sécurité.

En plus de ces points, que nous avons évoqués à maintes reprises au cours des années, nous prenons note des incidences financières du paragraphe 9 du dispositif du projet de résolution A/C.1/45/L.39 A.

Pour toutes ces raisons, nous nous sommes abstenus lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 A et nous avons voté contre le projet de résolution A/C.1/45/L.39 B.

M. BRECKON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Les Etats-Unis voudraient faire quelques commentaires concernant leur vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.39 relatif à l'application de la déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique.

Les Etats-Unis ont noté avec satisfaction le consensus auquel était arrivé la Commission du désarmement le printemps dernier sur un texte relatif à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Le même esprit a présidé à la déclaration adoptée à la seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur l'apartheid, en décembre 1989, et lors de la reprise de sa session en septembre dernier. En conséquence, les Etats-Unis sont déçus du ton du projet de résolution A/C.1/45/L.39. Ce projet de résolution, sur lequel on n'est pas arrivé à un consensus, mine les progrès que nous avons faits de façon régulière. Nous estimons que lorsque la communauté internationale s'exprime d'une seule et même voix, elle met ainsi mieux l'accent sur sa haine de l'apartheid et donne un plus vigoureux élan aux négociations en cours dans la voie vers une démocratie non raciale.

M. SADER (Uruguay) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation voudrait expliquer notre vote en faveur du projet de résolution A/C.1/45/L.39 B sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

En dépit de la récente évolution favorable des événements en Afrique australe, ma délégation est d'accord sur la teneur principale de ce projet, à savoir, ainsi qu'il est précisé dans le rapport du Groupe de travail I de la Commission du désarmement, que l'introduction d'armes nucléaires sur le continent africain par l'Afrique du Sud s'oppose à l'intention de garder ce continent à l'abri de la course aux armements. En outre, tant que des assurances en sens contraire n'auront pas été données, cela constitue une menace potentielle pour ses voisins, en raison des caractéristiques particulières de l'apartheid.

M. Sader (Uruguay)

Néanmoins, nous aurions souhaité que le contenu du rapport du Secrétaire général soit mieux reflété dans ce texte. En particulier, ma délégation voudrait exprimer des réserves concernant les quatorzième et seizième alinéas du préambule et le paragraphe 4 du dispositif. En fait, nous ne pouvons manquer de constater que l'on a recours, dans ces paragraphes, une fois de plus à la pratique qui consiste à isoler des pays ou des groupes de pays et que cette façon de procéder n'est peut-être pas la meilleure pour aboutir à un dialogue constructif.

M. GAJDA (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Cette année, la délégation hongroise s'est abstenue lors du vote sur le huitième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/45/L.39 A et sur l'ensemble du projet de résolution A/C.1/45/L.39 B afin d'exprimer notre déception quant à une routine particulière suivie par notre commission, et également pour indiquer notre peu de goût pour certaines pratiques et certains schémas anciens auxquels il est fait recours.

Ma délégation estime que l'Assemblée générale des Nations Unies dans son ensemble et la Première Commission en particulier ne devraient pas continuer, année après année, de faire mention de rapports non vérifiés et d'allégations non vérifiables. Nous croyons qu'il faudrait mettre fin à la pratique peu appropriée qui consiste à isoler certains pays individuels, surtout si la communauté internationale est réellement désireuse d'encourager une évolution positive dans ces pays ou dans leur attitude en ce qui concerne le sujet important dont nous sommes saisis.

Nous pensons également que les résolutions de l'Assemblée générale ne doivent pas méconnaître l'évolution significative et les tendances favorables qui, après si longtemps, se sont fait jour dans la région.

Tenant compte de ce qui précède, la délégation hongroise n'a pu continuer à appuyer le projet de résolution.

A titre d'explication de son vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1, la délégation hongroise tient à souligner que son abstention ne reflète en aucune manière la position de la Hongrie concernant les armements nucléaires ou la prolifération des armements nucléaires. La position de mon pays est parfaitement claire à cet égard et ne peut être mise en question par personne. La Hongrie a toujours condamné tous les actes de prolifération et toute tentative d'acquérir la capacité d'armes nucléaires. Nous avons toujours agi ainsi et nous

M. Gajda (Hongrie)

continuerons de le faire, indépendamment de la position géographique, du système politique ou de la croyance idéologique du pays en question. Cependant, la délégation hongroise ne continue plus d'appuyer des modalités qui, à son avis, ne peuvent servir les objectifs poursuivis.

M. NEGROTTO CAMBIASO (Italie) (interprétation de l'anglais) : La délégation italienne, au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, souhaite expliquer le vote des Douze sur le projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1 relatif à l'armement nucléaire d'Israël.

Tout en reconnaissant que les auteurs du projet de résolution se sont efforcés de l'améliorer, les Douze ont maintenu leur abstention lors du vote sur le projet de résolution car ce texte contient toujours certaines hypothèses auxquelles ils ne souscrivent pas nécessairement, entre autres au sixième alinéa du préambule, qui rappelle une résolution de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) contre laquelle les Douze ont voté. En outre, certains paragraphes du projet de résolution ne tiennent pas compte de certaines déclarations du Gouvernement israélien qui ont été récemment confirmées à la Première Commission.

Les Douze appuient vigoureusement l'objectif de non-prolifération nucléaire auquel ils adhèrent sans réserve. Ils reconnaissent le rôle indispensable que jouent l'AIEA et son système des garanties dans le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Ils reconnaissent que ces garanties sont la pierre angulaire d'un régime de non-prolifération efficace. Pour leur part, les Douze ont accepté, conformément au statut de chacun d'entre eux, l'exercice d'un contrôle international sur leurs installations nucléaires et l'application de restrictions à leur politique d'exportation. Les Douze appuient fermement l'application des garanties sur la base la plus large possible. Cependant, ils ne peuvent appuyer des appels lancés à un seul des Etats qui n'ont pas encore soumis leurs installations aux garanties de l'AIEA.

Mme LETTS (Australie) (interprétation de l'anglais) : Malgré les améliorations considérables que les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1 y ont apportées, ma délégation continue d'avoir un certain nombre de réserves au sujet de ce texte qui vient d'être adopté concernant l'armement nucléaire d'Israël.

Mais l'abstention de l'Australie lors du vote sur ce projet de résolution ne signifie pas que nous n'appuyons pas fermement et sans réserve les appels lancés à Israël pour qu'il adhère au Traité sur la non-prolifération et accepte l'application intégrale des garanties à toutes ses activités nucléaires. L'Australie a inlassablement invité Israël et d'autres Etats non parties au Traité sur la non-prolifération, notamment ceux qui exploitent des installations nucléaires non soumises aux garanties, à signer ce traité.

M. DONOWAKI (Japon) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne les projets de résolution A/C.1/45/L.39 et A/C.1/45/L.45/Rev.1 qui viennent d'être adoptés et sur lesquels le Japon s'est abstenu lors du vote sur ces projets de résolution, ma délégation souhaite faire la déclaration suivante aux fins du compte rendu.

Le Japon, en tant que ferme partisan du Traité sur la non-prolifération, est très préoccupé par les rumeurs persistantes en ce qui concerne la possession d'armement nucléaire par Israël et par l'Afrique du Sud. Le Japon espère sincèrement qu'Israël, l'Afrique du Sud et d'autres pays qui ne sont pas parties au Traité sur la non-prolifération adhéreront aussitôt que possible au Traité et renforceront le régime de non-prolifération nucléaire, apaisant ainsi les inquiétudes de la communauté internationale.

M. GARCIA MORITAN (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : La délégation de l'Argentine a voté pour le paragraphe 8 du préambule du projet de résolution A/C.1/45/L.39 A. Elle a aussi voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1, malgré sa position bien connue selon laquelle aucun Etat n'est obligé de soumettre ses installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Elle a agi ainsi en raison de l'importance que les objectifs politiques de ces deux résolutions qui, de par leur nature, vont bien au-delà des aspects essentiellement techniques.

De même, il convient, selon nous, de souligner que la question des vecteurs mentionnée au troisième paragraphe du dispositif du projet de résolution A/C.1/45/L.45/Rev.1 mérite un examen plus attentif. Nous croyons que, dans l'avenir, il faudrait s'abstenir de relier cette question à celle de la production d'armes nucléaires.

La séance est levée à 13 h 10.